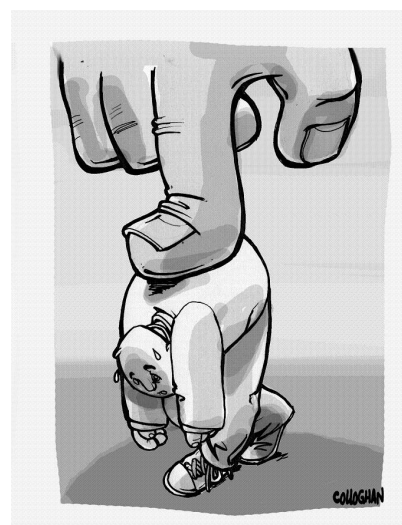


**Déclaration liminaire du syndicat SUD EDUCATION ALSACE
à la CAPA notation du vendredi 17 avril**

Une fois n'est pas coutume nous souhaiterions commencer notre liminaire par des aspects pratiques, notamment quant à la circulaire notation : celle-ci fait, en effet, l'objet d'une diffusion auprès des chefs d'établissements. La plupart d'entre eux ne jugent pas utile de la transmettre aux enseignants. Pourtant, il s'avère que dans un souci d'efficacité et de transparence cela serait tout à fait bénéfique : outre que cela permettrait de prendre connaissance des éléments permettant de pouvoir fonder une contestation de note, cela éviterait aussi que les collègues ne renoncent faire valoir ce droit faute pour eux de penser avoir un délai suffisant pour le faire. Souvent les chefs d'établissement « oublient » de préciser que les collègues ont jusqu'à la date de la remontée pour pouvoir rédiger leur lettre de contestation, et les collègues pressés par les délais très courts de prise de connaissance et de signature renoncent. La confusion parfois entretenue par les chefs d'établissement entre prise de connaissance de la note et signature de la notice ajoute au trouble. SUD EDUCATION ALSACE demande donc que l'année prochaine des instructions soient données aux chefs d'établissement pour la plus large diffusion de la circulaire.

Ceci étant dit revenons à l'objet de cette CAPA : en premier lieu nous tenons à rappeler que SUD Éducation s'est toujours opposé au principe de la notation des personnels, que celle-ci soit faite par les chefs d'établissement, les IPR ou les deux. Un système de notation entraîne dans tous les cas une mise en concurrence des agents et l'infantilisation de ceux qui la subissent, nuisant aux aspects collectifs du travail, et repose en grande partie sur la subjectivité du ou des évaluateurs. SUD Éducation Alsace revendique donc une progression unique pour tous les personnels basée sur la référence de l'avancement au grand choix et une évaluation formatrice et émancipatrice par les pairs.



Le système de notation actuel ne déroge pas à cette règle de la subjectivité. Si on fait le bilan de cette notation administrative, on comprend vite que la notion de mérite qui prétend sous-tendre le système de notation n'a aucun sens. Ainsi, dans douze collèges de l'éducation prioritaire sur vingt et un la notation moyenne des certifiés n'atteint même pas la moyenne académique des collèges. Certes, les collègues de l'éducation prioritaire sont, en moyenne, plus jeunes, mais cette donnée devrait être en partie compensée par une notation bienveillante de la part des chefs d'établissement eu égard à la difficulté à exercer dans ce genre d'établissement. Les collègues d'éducation prioritaire sont-ils moins méritants que les autres ? Sûrement pas, mais leur notation démontre l'absurdité du système et sans doute la mauvaise volonté de certains chefs d'établissement. De la même manière, si on observe les notes matière par matière, on remarque un biais lié au genre : les collègues enseignant les matières les plus féminisées, comme la SVT ou les lettres

modernes, sont en moyennes les plus mal notés par les chefs d'établissement tandis que ceux enseignant les matières les moins féminisées occupent souvent le haut du pavé, comme les sciences de l'ingénieur, la technologie ou la philosophie. Là encore, les enseignantes et les enseignants en SVT sont-ils moins méritants que les autres où les femmes sont-elles moins méritantes que les hommes ? Ou sont elles soupçonnées d'avoir moins de « rayonnement », d'être moins assidues ou d'être moins dotées d'autorité par les chefs d'établissement dont la majorité sont des hommes ?

En outre, cette notation est utilisée par bien des chefs d'établissement comme un instrument de management. Pour cela, ils s'appuient sur des grilles dont l'absurdité déjà palpable est encore renforcée par la possibilité d'y déroger dans l'opacité la plus totale. Ainsi, au total 92 notations hors-grille au delà de la note maximum nous sont proposées cette année, avec une nette sur-représentation des collègues qui se comprend aisément après une rapide analyse des chiffres. En effet, les notations hors-grille concernent essentiellement des collègues en début de carrière ce qui permet de leur distribuer des bons points à un moment où ils ne peuvent pas raisonnablement espérer accéder à la hors-classe ou lorsqu'ils ne peuvent encore y prétendre. Certains chefs d'établissements semblent abuser de ce levier de management avec la complicité du rectorat : ainsi, au lycée des Pontonniers, cinq notations hors grille ont été proposées, toutes validées par Monsieur le Recteur. D'autres chefs d'établissements, (neuf tout de même) semblent connaître des difficultés de lecture et notent au dixième avant la note 39,5. Par ailleurs, ces données montrent une grande inégalité entre les matières. Alors que certaines (Lettres Modernes, Histoire-Géographie, Mathématiques, Physique-Chimie) sont sur-représentées dans ce qui ressemble de plus en plus à un système de récompenses informelles de certains collègues « rendant service », on constate l'absence totale d'autres matières dont, par exemple, les matières technologiques.

Pour ce qui est de la notation pédagogique, qui repose sur des inspections ponctuelles et très espacées et compte pour 60 % de la note totale, elle est difficile à prendre au sérieux. Pire, l'inspection devient de plus en plus un instrument de management qui provoque une forte souffrance au travail. Ainsi, de plus en plus de collègues se sont fait l'écho des agissements d'IPR ou de chargés de mission qui relèvent davantage de la déstabilisation psychologique que des missions de notations et de conseil, qu'il s'agisse d'inspections classiques ou de ce qu'on peut considérer comme de véritables inspections disciplinaires. Face à de telles situations, nous encourageons désormais les collègues à se faire accompagner de représentants syndicaux pendant les entretiens et à remplir les registres Santé et Sécurité au Travail des établissements aussi souvent et longuement qu'ils l'estimeront nécessaire et nous tenons ici à rappeler que le refus de l'inspection est un droit qui doit être respecté.

Pour finir, il est pour nous symptomatique que la circulaire notation comporte deux fois le rappel fait aux chefs d'établissement de ne pas faire mention ou de ne pas tenir compte des activités syndicales des certifiés à noter pour effectuer leur évaluation : il semble en effet qu'il y ait urgence à rappeler, et surtout à faire respecter, le droit syndical dans les collèges et lycées, certains chefs d'établissement n'ayant visiblement même pas intégré qu'un syndicat puisse y pénétrer pour déposer et afficher de la documentation en salle des professeurs...